

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 25 AVRIL 2007

WOENSDAG 25 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 23 par M. André Frédéric, président.

01 Question de M. Dirk Claes au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la détermination du 'capital maladie' des fonctionnaires" (n° 14951)

01.01 Dirk Claes (CD&V) : Un fonctionnaire a droit à maximum 21 jours ouvrables de congé de maladie par douze mois d'ancienneté de service. Pour les fonctionnaires ayant moins de trois années d'ancienneté, le traitement est garanti durant 63 jours ouvrables.

Les 21 jours de capital maladie sont-ils attribués au début de la période de douze mois ou à l'issue des prestations ?

01.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Le capital maladie de 21 jours est ajouté au capital restant à la fin de l'année de travail. En début de carrière, un capital maladie de 63 jours est accordé pour qu'un membre du personnel ne soit pas mis en disponibilité si un accident de travail devait se produire. Le capital maladie est recalculé trois années après l'entrée en service. A la fin de la quatrième année, 21 jours sont ajoutés.

01.03 Dirk Claes (CD&V) : Donc, si on a été malade 63 jours ouvrables pendant ses trois premières années de travail, on peut être mis en disponibilité le premier jour du mois suivant la troisième année.

L'incident est clos.

02 Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'effectif global des services publics fédéraux" (n° 15109)

02.01 Patrick De Groote (N-VA) : Dans le contexte préélectoral actuel, on assiste à une surenchère sur le plan de la création d'emplois nouveaux, d'aucuns affirmant que les 200.000 emplois promis sous la présente législature ont effectivement été créés. À cet égard, la distinction entre emplois nets et bruts ne peut évidemment être perdue de vue. La consommation et la création d'emplois ont par ailleurs surtout été le fait des pouvoirs publics.

Un tableau présentant des chiffres relatifs au nombre de fonctionnaires au service de l'État fédéral est publié sur le site internet *belgium.be*. Ce tableau comprend également une colonne intitulée « données erronées », avec une marge d'erreur par rapport au nombre total de fonctionnaires variant de 6,6 % en 2003 à 16,5 % en 2007. Pourquoi ces données sont-elles erronées et pourquoi n'ont-elles pas été comptabilisées ?

Quel était le nombre total de fonctionnaires à la fin de la précédente législature et quel est ce nombre à la fin

de l'actuelle législature ? Pourquoi le tableau fait-il état d'une diminution de 9.000 fonctionnaires entre juin 2006 et janvier 2007 ?

02.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Chaque organe public fédéral est tenu de transmettre tous les six mois au SPF P&O des données relatives au personnel. La qualité des données recueillies dépend des informations communiquées par les administrations concernées. Les « données erronées » concernent des données incomplètes ou fausses transmises par les administrations.

Je ne puis communiquer aucun chiffre concernant juin 2002 car des données n'ont à nouveau été collectées qu'au début de la présente législature. Les premières données provenant de la base de données Pdata datent de juin 2003.

On ne dispose pas encore des données relatives à la situation de l'effectif de personnel en janvier 2007. Il faudra attendre la fin juin 2007 pour que les données soient plus précises, ce qui explique la différence de neuf mille fonctionnaires par rapport à 2006.

La collecte des données est rendue difficile par l'absence d'un système uniforme au sein de la fonction publique fédérale. Sous la présente législature, mes services ont collaboré à l'instauration d'un système tendant à la mise en place d'une base de données unique pour la fonction publique. Cette base de données devra contenir toutes les informations relatives aux fonctionnaires. Une fois que le système sera opérationnel, il ne faudra plus attendre les informations fournies par les différents services.

02.03 Patrick De Groote (N-VA) : En attendant, des informations présentant une grande marge d'erreur sont publiées sur un site internet officiel. Ne peut-on corriger les données fournies par les administrations ? Ne doit-on pas accorder la priorité à la communication de ces données ? Pourquoi n'exerce-t-on pas un contrôle plus strict ? Comment peut-on mener une politique efficace en l'absence de données précises sur les fonctionnaires disponibles ?

02.04 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Actuellement, les systèmes informatiques des différents services ne sont pas compatibles. Avant de mettre au point un nouveau système, il convient de prendre les précautions requises pour empêcher que ne se posent des problèmes analogues à ceux qui se sont posés avec le projet Phénix. Aujourd'hui, les services ne jugent pas prioritaire la communication de ces chiffres.

02.05 Patrick De Groote (N-VA) : L'absence d'un système uniforme à l'heure actuelle est affligeant mais je me réjouis de ce que les services compétents s'en occupent.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Greet van Gool au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'exercice d'une activité en tant que volontaire par un fonctionnaire" (n° 15175)

03.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Le rapport annuel 2006 du service de médiation fédéral aborde deux problèmes en ce qui concerne les fonctionnaires désireux de mener une activité comme volontaire. Ceux-ci doivent-ils demander une autorisation préalable à leur administration, y compris pour pouvoir exercer une telle activité ? Et, ensuite, un fonctionnaire déclaré en incapacité de travail peut-il exercer une telle activité ?

03.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : La réforme des droits, des obligations et du régime de cumul des fonctionnaires a été adoptée le 29 mars dernier et l'arrêté royal en question est soumis à l'avis du Conseil d'État pour l'instant.

Désormais, tout fonctionnaire devra demander l'autorisation d'exercer une activité rémunérée, quelle qu'elle soit, en plus de sa fonction. Il doit éviter tout comportement contraire à la dignité de sa fonction, y compris dans l'exercice d'une activité de volontaire, ainsi que tout conflit d'intérêts. Il doit avertir sa hiérarchie préalablement.

La question relative aux fonctionnaires en incapacité de travail est à l'examen auprès de Medex.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : J'attends une réponse écrite à ma deuxième question, lorsque Medex l'aura traitée. Il est clair, par ailleurs, qu'une autorisation doit être requise pour les activités rémunérées. Selon toute évidence, toutefois, c'est aussi le cas pour les activités de volontaire, qui sont donc non rémunérées ?

03.04 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Une autorisation est effectivement requise pour exercer toute activité, rémunérée ou non rémunérée.

L'incident est clos.

04 Question de M. Dirk Claes au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les plans d'urgence et d'intervention" (n° 15194)

04.01 Dirk Claes (CD&V) : L'arrêté royal du 16 février 2006 fixe le cadre des plans d'urgence et d'intervention aux différents niveaux administratifs. La circulaire NPU-1 du 26 octobre 2006 comporte également d'autres dispositions.

Le ministre a déjà répondu par le passé que le centre de crise arrêterait une structure type pour les provinces. Cette structure type existe-t-elle et les provinces en disposent-elles? Le ministre a-t-il une idée de la manière dont les gouverneurs de province définiront et harmoniseront ces mesures au niveau communal ? Quelle est la situation ?

Un fonctionnaire responsable de la planification d'urgence doit être affecté à chaque cellule de sécurité à créer par commune. Ce fonctionnaire peut-il agir pour le compte de plusieurs communes faisant partie d'une structure de coopération, telle une zone de police, une zone de secours ou un groupe de services d'incendie régional ? Pourrait-on prévoir une contribution financière plus importante pour couvrir cette charge de travail supplémentaire pour les communes ? Pour l'instant, une seule des circulaires annoncées a été envoyée. Les autres sont-elles en préparation ?

04.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je répondrai au nom du ministre de l'Intérieur qui représente actuellement notre gouvernement aux obsèques de M. Boris Eltsine à Moscou.

Consécutivement à l'arrêté royal du 16 février 2006, le centre de coordination et de crise du gouvernement prépare actuellement la structure type d'un plan général d'urgence et d'intervention au niveau provincial.

La structure est développée par un groupe de travail présidé par le centre de crise et constitué de représentants des gouverneurs de province et des diverses disciplines. Le groupe de travail se base sur l'arrêté royal mais également sur ce qui existe déjà ainsi que sur les initiatives provinciales en cours.

Les plans d'urgence locaux ne doivent pas être uniformisés mais harmonisés. Cette harmonisation incombe aux autorités fédérales mais il appartient aux gouverneurs de province de décider en tant que coordinateurs de mettre ou non cette structure à la disposition des communes. Cette transposition au niveau communal s'effectuera toutefois sans problème. Pour le surplus, l'arrêté royal prévoit que chaque bourgmestre doit désigner un fonctionnaire chargé du plan d'urgence. L'objectif ne consiste pas à ce que cette fonction soit partagée par plusieurs communes, ce qui n'est d'ailleurs pas envisageable parce qu'elle s'accompagne d'une certaine charge de travail. En outre, le fonctionnaire concerné doit faire fonction de personne de contact dans le cadre du plan d'urgence de sa commune et, en cas de situation d'urgence, il doit siéger au comité de coordination et assister le bourgmestre. Il est toutefois souhaitable que les fonctionnaires chargés des plans d'urgence dans les différentes communes collaborent efficacement.

04.03 Dirk Claes (CD&V) : Le chef de cabinet du ministre viendra-t-il fournir une réponse à un certain nombre de questions ?

04.04 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je vais lui transmettre par téléphone les questions qu'il vous reste à poser.

04.05 Dirk Claes (CD&V) : Certaines communes attendent les deuxième et troisième circulaires.

04.06 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je ferai transmettre la réponse par écrit.

04.07 Dirk Claes (CD&V) : Par ailleurs, l'arrêté royal ne précise pas clairement dans quelles circonstances un plan particulier d'urgence et d'intervention doit être établi. Un tel plan sera obligatoire lors de grandes manifestations telles que Rock Werchter, mais on ne décrit pas cette obligation. En outre, il est regrettable que chaque commune doive désigner son propre fonctionnaire pour la gestion des catastrophes. Une telle obligation vient en effet contrecarrer une série d'accords déjà conclus entre les communes.

04.08 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les deuxième et troisième circulaires sont actuellement en préparation et seront publiées à l'automne 2007. Quant à la question de savoir quand précisément un plan spécial d'urgence et d'intervention est nécessaire, elle recevra réponse dans quelques minutes.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14899 de M. Vandeurzen est retirée.

05 Question de Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'obligation des bourgmestres d'inscrire un citoyen dans un logement" (n° 14913)

05.01 Jacqueline Galant (MR) : Selon la Région wallonne, un logement qui ne respecte pas les critères minimaux de salubrité et dont l'occupation met en péril la santé et la sécurité des habitants, est inhabitable. Le bourgmestre peut alors prendre différentes mesures, allant jusqu'à l'interdiction d'occuper les lieux. Au niveau fédéral, par contre, aucun refus d'inscription à titre de résidence principale ne peut être opposé pour des motifs de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire.

Face à ces deux réglementations contradictoires, les bourgmestres ne savent plus à quel saint se vouer, et la circulaire du ministre de l'Intérieur du 15 mars 2006 ne rend pas les choses plus claires.

Pouvez-vous nous apporter des éclaircissements en la matière ? Une concertation entre les autorités fédérales et régionales pourrait s'avérer utile.

05.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en français*) : La détermination de la résidence principale se fonde sur une constatation de fait : le séjour effectif dans une commune durant la plus grande partie de l'année. Cependant une inscription provisoire peut intervenir dans le cas où un ménage sollicite son inscription dans un logement dont l'occupation permanente n'est pas autorisée pour des motifs de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire. Cette inscription devient définitive si l'autorité communale n'a pas entamé la procédure prévue par la loi dans les trois mois (art. 16 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992, relatif au registre de la population et au registre des étrangers).

Cette procédure d'inscription provisoire, mieux décrite dans la circulaire du 15 mars 2006, rencontre les deux législations, fédérale et régionale : d'une part, elle évite au citoyen de se retrouver sans inscription dans une commune tout en y ayant établi sa résidence principale et, d'autre part, elle permet au bourgmestre de prendre les mesures nécessaires en vue de mettre fin au séjour de personnes qui résident à titre permanent dans des logements où un tel séjour est prohibé pour un des motifs indiqués.

Le ministre de l'Intérieur estime qu'un refus d'inscription ne résout rien et que le problème ne peut être résolu

que si les instances compétentes mettent fin aux situations irrégulières en appliquant les procédures appropriées, par exemple en déclarant le logement insalubre ou en faisant appliquer les décrets pris en matière d'aménagement du territoire.

La législation relative au registre de la population ne peut être contournée pour conduire une politique en matière de logement ou en matière sanitaire.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n°15132 de M. Vandeurzen est retirée.

06 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les conditions liées au permis de travail B et à la déclaration d'arrivée" (n° 15153)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Les mesures transitoires en matière d'accès au marché de l'emploi pour les travailleurs issus des nouveaux États membres de l'Union européenne ont été prolongées l'an dernier. Il existe une procédure permettant d'obtenir plus rapidement une carte de travail pour exercer un certain nombre de professions critiques. Seules les personnes qui séjournent légalement en Belgique ou ont introduit une demande depuis l'étranger peuvent se voir attribuer une telle carte. Nombreux sont ceux qui régularisent leur situation avant de faire cette demande mais ils doivent pour cela faire une déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale.

Certaines communes demandent un justificatif avant d'accepter la déclaration d'arrivée. Or, les intéressés sont dans l'impossibilité de le leur fournir s'ils sont arrivés en voiture ou en autocar. Les personnes qui n'obtiennent pas de permis de travail B parce qu'elles ne peuvent régulariser leur séjour font souvent le choix de travailler au noir.

Le ministre confirme-t-il qu'il existe des différences d'une commune à l'autre pour ce qui regarde la délivrance d'une déclaration d'arrivée ? A Anvers, chaque district est, par exemple, compétent lui-même, ce qui explique qu'il y ait plusieurs interprétations.

Ce point a-t-il été l'objet d'une concertation avec le ministre du Travail ? Lorsque j'ai abordé ce problème avec lui, il m'a dit que les déclarations d'arrivée sont de la compétence du ministre de l'Intérieur.

Très prochainement, les frontières seront ouvertes à la libre circulation des travailleurs. Comment pourrait-on résoudre les problèmes liés au permis de travail B afin que les travailleurs originaires d'autres États membres qui travaillent encore illégalement chez nous puissent demander leur permis de travail B ? Il est illogique de supprimer d'abord les frontières et de demander ensuite un cachet frontalier aux fins de contrôle.

06.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les services du ministre ignorent que certaines communes n'appliqueraient pas correctement la déclaration d'arrivée. Tout problème à ce sujet peut être signalé à l'Office des étrangers.

Le ministre ne s'est pas concerté à ce propos avec le ministre du Travail. Une carte de travail de type B peut être demandée par l'entremise de la représentation diplomatique belge dans le pays d'origine d'un salarié. Normalement, un étranger en possession d'une carte B obtiendra assez facilement un permis de séjour. Le ministre estime que l'étranger désireux d'exercer chez nous une profession critique n'éprouvera en général pas de grandes difficultés.

06.03 Nahima Lanjri (CD&V) : On constate d'ores et déjà que les communes traitent différemment la déclaration d'arrivée. J'en informerai l'Office des étrangers. Le ministre pourrait leur envoyer une circulaire précisant les modalités d'application de la loi.

Il est absurde de demander dans un espace sans frontières d'apporter la preuve que l'on est arrivé en

voiture. Il ressort de mes contacts que le cas est fréquent. Que cet aspect n'ait pas encore été examiné avec le ministre de l'Emploi est pour moi un sujet de déception.

J'estime qu'il y a lieu de supprimer la déclaration d'arrivée puisqu'une déclaration sur l'honneur suffirait. Le secrétaire d'État est compétent à cet effet.

Le **président** : Mme Turtelboom semble s'être contentée de prendre le texte de la réponse à sa question n° 15162 pour repartir aussitôt. Mme Genot étant absente, sa question n° 15062 est supprimée.

06.04 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : Je vais compléter la réponse à la question n° 15194 de M. Claes.

Se fondant sur une analyse des risques, le bourgmestre peut juger si le plan d'urgence et d'intervention suffit à couvrir les risques. Il peut arrêter un plan d'urgence et d'intervention particulier en recourant aux données du Centre de crise. Le projet Glimmer a été mis en place pour procéder à l'inventaire des risques et à leur évaluation.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 06.

De vergadering wordt geopend om 15.23 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Vraag van de heer Dirk Claes aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het bepalen van het 'ziektekapitaal' voor ambtenaren" (nr. 14951)

01.01 Dirk Claes (CD&V): Een ambtenaar kan maximaal 21 werkdagen ziekteverlof krijgen per twaalf maanden dienstanciënniteit. Voor ambtenaren die nog geen drie jaar in dienst zijn wordt de wedde gedurende 63 werkdagen gewaarborgd.

Worden de 21 dagen ziektekapitaal toegekend bij aanvang van de periode van twaalf maanden of na levering van de prestaties?

01.02 Minister Christian Dupont (*Nederlands*): Het ziektekapitaal van 21 dagen wordt op het einde van het werkjaar bij het resterende kapitaal gevoegd. Bij aanvang van een loopbaan wordt een ziektekapitaal van 63 dagen toegekend opdat een personeelslid niet in disponibel wordt gesteld indien er zich een werkongeval voordoet. Drie jaar na de indiensttreding wordt het ziektekapitaal herberekend. Aan het einde van het vierde jaar worden er 21 dagen toegevoegd.

01.03 Dirk Claes (CD&V): Indien men dus gedurende de eerste drie werkjaren 63 gedurende werkdagen ziek was, kan men disponibel worden gesteld op de eerste dag na het derde jaar.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de totale personeelsbezetting van de federale overheid" (nr. 15109)

02.01 Patrick De Groote (N-VA): In de campagne­strijd is er een opbod op het vlak van de creatie van nieuwe jobs. Er wordt beweerd dat de beloofde tweehonderdduizend jobs tijdens deze regeerperiode wel degelijk werden verwezenlijkt, maar men mag hierbij natuurlijk het verschil tussen netto- en brutojobs niet uit het oog verliezen. Consumptie en jobcreatie gingen bovendien veelal uit van de overheid.

Op de website *belgium.be* worden cijfers gegeven over het aantal ambtenaren in dienst van de federale overheid. Er is ook een kolom met zogenaamde 'foute records', met een foutenmarge ten opzichte van het totale aantal ambtenaren van 6,6 procent in 2003 tot 16,5 procent in 2007. Waarom zijn die gegevens fout en waarom worden zij niet meegeteld?

Wat was het totale aantal ambtenaren aan het einde van de vorige regeerperiode en wat is dat aan het einde van de huidige? Waarom is er in de tabel een vermindering met negenduizend ambtenaren tussen juni 2006 en januari 2007?

02.02 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Elk federaal openbaar orgaan moet om de zes maanden personeelsgegevens overmaken aan de FOD P&O. De kwaliteit van de ingewonnen gegevens is afhankelijk van wat de betrokken administraties meedelen. Foute records hebben betrekking op onvolledige of foutieve gegevens die door de administraties werden overgemaakt.

Ik kan geen cijfers geven voor juni 2002, want pas bij aanvang van deze legislatuur werden er weer gegevens verzameld. De eerste gegevens van de databank Pdata dateren van juni 2003.

Momenteel ontbreken er nog gegevens over het personeelsbestand in januari 2007. De gegevens zullen pas tegen eind juni 2007 meer accuraat zijn, wat verklaart waarom er momenteel negenduizend ambtenaren ontbreken ten opzichte van 2006.

Het verzamelen van gegevens wordt bemoeilijkt doordat er geen uniform systeem is binnen het federaal openbaar ambt. Tijdens deze legislatuur werkten mijn diensten aan de invoering van een systeem waardoor er één gegevensbank voor het openbaar ambt zal komen. Deze databank moet dan alle informatie over de ambtenaren bevatten. Wanneer het systeem werkzaam is, zal men niet meer moeten wachten op informatie die door de verschillende diensten wordt gegeven.

02.03 **Patrick De Groote** (N-VA): Ondertussen wordt er wel informatie met een grote foutenmarge gepubliceerd op een officiële website. Kunnen er geen correcties worden aangebracht aan gegevens die door de administraties worden verstrekt? Moet men geen prioriteit maken van het verstrekken van die gegevens? Waarom is er geen strengere controle? Hoe kan men een efficiënt beleid voeren indien er geen accurate gegevens zijn over de beschikbare ambtenaren?

02.04 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): De informaticasystemen van de verschillende diensten zijn momenteel niet compatibel. Vooraleer er een nieuw systeem wordt uitgewerkt moeten de nodige voorzorgsmaatregelen worden genomen om te voorkomen dat er problemen ontstaan zoals bij het Phenix-project. De diensten maken momenteel geen prioriteit van het verstrekken van deze cijfers.

02.05 **Patrick De Groote** (N-VA): Het is bedroevend dat er nog geen uniform systeem is, maar ik ben blij dat er alsnog werk van wordt gemaakt.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de uitoefening van een activiteit als vrijwilliger door een ambtenaar" (nr. 15175)**

03.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): In het jaarverslag 2006 van de federale ombudsdienst worden twee problemen aangekaart betreffende ambtenaren die als vrijwilliger actief willen zijn. Moet een ambtenaar ook voor een vrijwillige activiteit voorafgaandelijk toestemming vragen aan zijn administratie? En vervolgens, mag een ambtenaar die als arbeidsongeschikt werd erkend, een activiteit als vrijwilliger uitoefenen?

03.02 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Op 29 maart jongstleden werd de hervorming van de rechten, de plichten en de cumulregeling voor ambtenaren goedgekeurd en het betrokken KB wordt momenteel onderzocht door de Raad van State.

Voortaan zal een machtiging moeten aangevraagd worden om buiten het ambt van ambtenaar gelijk welke bezoldigde activiteit uit te oefenen. Ook bij een activiteit als vrijwilliger moet een ambtenaar elk gedrag vermijden dat in strijd is met de waardigheid van zijn ambt. Dit geldt ook voor elk mogelijk belangenconflict. Hij moet zijn hiërarchisch overste hiervan verwittigen.

De vraag betreffende de arbeidsongeschikte ambtenaren wordt momenteel onderzocht door Medex.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik verwacht een schriftelijk antwoord op mijn tweede vraag wanneer het onderzoek door Medex afgerond is. Verder is het duidelijk dat er toestemming moet worden gevraagd voor bezoldigde activiteiten, maar het moet dus blijkbaar ook voor vrijwillige en dus onbezoldigde activiteiten?

03.04 Minister Christian Dupont (Nederlands): Er is inderdaad toestemming nodig voor elke bezoldigde en onbezoldigde activiteit.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Dirk Claes aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de nood- en interventieplannen" (nr. 15194)

04.01 Dirk Claes (CD&V): Het KB van 16 februari 2006 legt het kader vast voor de nood- en interventieplannen op de verschillende bestuursniveaus. Verdere bepalingen werden opgenomen in de omzendbrief NPU-1 van 26 oktober 2006.

De minister antwoordde reeds eerder dat op het niveau van de provincies een typestructuur zou worden uitgewerkt door het crisiscentrum. Is deze typestructuur reeds uitgewerkt en ter beschikking gesteld van de provincies? Heeft de minister zicht op de verdere uitwerking en harmonisatie op gemeentelijk vlak door de provinciegouverneurs? Wat is hier de stand van zaken?

Bij elke veiligheidscel die per gemeente moet worden opgericht hoort ook een ambtenaar die verantwoordelijk is voor de noodplanning. Kan dezelfde ambtenaar optreden voor verschillende gemeenten die deel uitmaken van een samenwerkingsverband, zoals een politiezone, hulpverleningszone of gewestelijke brandweergroep? Is het mogelijk om in meer financiële ondersteuning te voorzien voor deze extra werklast voor de gemeenten? Voorlopig is er ook nog maar één van de beloofde drie rondzendbrieven verstuurd. Zijn de andere in voorbereiding?

04.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Ik antwoord namens de minister van Binnenlandse Zaken die momenteel in Moskou onze regering vertegenwoordigt bij de begrafenis van de heer Boris Jeltsin.

In opvolging van het KB van 16 februari 2006 werkt het coördinatie- en crisiscentrum van de regering inderdaad aan een typestructuur voor een algemeen nood- en interventieplan op provinciaal niveau.

De structuur wordt ontwikkeld door een werkgroep die door het crisiscentrum wordt voorgezeten en die is samengesteld uit vertegenwoordigers van de provinciegouverneurs en van de diverse disciplines. De werkgroep baseert zich op het KB, maar evenzeer op hetgeen reeds bestaat en op de lopende initiatieven van de provincies.

De lokale noodplanning moet niet 'geüniformiseerd' worden, maar wel geharmoniseerd. Die harmonisatie is een taak voor de federale overheid, maar het zijn de provinciegouverneurs die als coördinator beslissen of zij deze structuur ter beschikking van de gemeenten zullen stellen. Deze omzetting op gemeentelijk niveau zal echter probleemloos verlopen. Verder bepaalt het KB dat elke burgemeester een ambtenaar moet aanduiden die belast is met de noodplanning. Het is niet de bedoeling dat deze functie gedeeld wordt over verschillende gemeenten. Dat kan niet omdat er toch wel een zekere werklast gepaard gaat met deze functie, verder moet de betrokken ambtenaar de contactpersoon zijn bij de noodplanning in zijn gemeente en uiteindelijk moet hij bij een noodsituatie zetelen in het coördinatiecomité en de burgemeester bijstaan. Het is echter aanbevolen dat de ambtenaren die bij de verschillende gemeenten instaan voor de noodplanning, goed met elkaar samenwerken.

04.03 Dirk Claes (CD&V): Komt de kabinetschef van de minister ook nog langs voor een antwoord op een aantal vragen?

04.04 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Ik zal hem telefonisch uw nog resterende

vragen doorgeven.

04.05 Dirk Claes (CD&V): Bepaalde gemeenten zitten echt wel te wachten op de tweede en de derde circulaire.

04.06 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Ik zal het antwoord schriftelijk laten overmaken.

04.07 Dirk Claes (CD&V): Verder is het niet duidelijk in het KB wanneer er een bijzonder nood- en interventieplan moet komen. Bij grote manifestaties zoals Rock Werchter zal het wel verplicht zijn, maar de noodzaak wordt niet omschreven. Verder is het jammer dat elke gemeente zijn eigen rampenambtenaar moet hebben, want dat gaat in tegen een aantal reeds gemaakte afspraken tussen gemeenten.

04.08 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De tweede en de derde rondzendbrief zijn momenteel in voorbereiding en zullen in het najaar van 2007 worden gepubliceerd. Op uw vraag wanneer er precies een bijzonder nood- en interventieplan nodig is, zal u binnen enkele minuten antwoord krijgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vraag nr. 14899 van de heer Vandeurzen wordt ingetrokken.

05 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de verplichting voor de burgemeesters om een burger op een adres in te schrijven" (nr. 14913)

05.01 Jacqueline Galant (MR): Volgens het Waals Gewest is een woning die de minimale gezondheidsvoorschriften niet naleeft en waarvan de bewoning de gezondheid en de veiligheid van de bewoners in gevaar brengt, onbewoonbaar. De burgemeester kan in zo'n geval een aantal maatregelen nemen, tot en met het uitvaardigen van een verbod de woning te betrekken. Op het federale niveau echter kan de inschrijving als hoofdverblijfplaats niet worden geweigerd om redenen van veiligheid en gezondheid, om stedenbouwkundige motieven of om redenen van ruimtelijke ordening.

De burgemeesters, die met twee tegenstrijdige regelgevingen worden geconfronteerd, weten niet meer wat hun te doen staat. De circulaire van de minister van Binnenlandse Zaken van 15 maart 2006 heeft een en ander er niet duidelijker op gemaakt.

Kan u hieromtrent klaarheid scheppen? Overleg tussen de federale en de gewestelijke overheden zou zijn nut kunnen hebben.

05.02 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): De bepaling van de hoofdverblijfplaats is gebaseerd op een feitelijke vaststelling: een effectief verblijf in een gemeente gedurende het grootste deel van het jaar. Toch kan men soms te maken hebben met een voorlopige inschrijving in het geval dat een gezin zijn inschrijving verzoekt in een gebouw waar permanente bewoning niet is toegestaan wegens de veiligheid, de gezondheid, stedenbouw of de ruimtelijke ordening. Deze inschrijving wordt definitief wanneer de gemeentelijke overheid binnen de drie maanden de bij de wet bepaalde procedure niet heeft ingezet (art. 16 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992, betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister).

Deze voorlopige inschrijvingsprocedure, die beter omschreven is in de circulaire van 15 maart 2006, moet rekening houden met zowel de federale als de gewestelijke wetgeving: enerzijds zorgt ze ervoor dat de burger in een gemeente niet zonder inschrijving komt te zitten terwijl hij er wel zijn hoofdverblijfplaats heeft, en anderzijds biedt ze aan de burgemeester de mogelijkheid om de nodige maatregelen te treffen om het verblijf te beëindigen van die mensen die permanent in een gebouw wonen waarvan de bewoning wegens bovenvermelde redenen niet is toegestaan.

De minister van Binnenlandse Zaken is de mening toegedaan dat de weigering van een inschrijving niets oplost en dat het probleem slechts kan worden opgelost indien de bevoegde instanties via de toepassing van de gepaste procedures een einde maken aan de onregelmatige toestanden, bij voorbeeld door een gebouw onbewoonbaar te verklaren of door decreten die op vlak van ruimtelijke ordening genomen werden te laten

toepassen.

De wetgeving betreffende het bevolkingsregister kan niet omzeild worden om een huisvestings- of gezondheidsbeleid te voeren.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr.15132 van de heer Jo Vandeurzen wordt ingetrokken.

06 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de voorwaarden verbonden aan de arbeidskaart B en de aankomstverklaring" (nr. 15153)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V): Vorig jaar werden de overgangsmaatregelen verlengd inzake het verstrekken van toegang tot onze arbeidsmarkt aan werknemers uit nieuwe lidstaten van de Europese Unie. Er is een procedure om voor enkele knelpuntberoepen sneller een arbeidskaart te krijgen. Enkel wie legaal in het land verblijft of vanuit het buitenland een aanvraag indient kan een dergelijke kaart bekomen. Velen regulariseren hun verblijf vooraleer een aanvraag in te dienen, maar zij moeten daartoe een aankomstverklaring indienen bij het gemeentebestuur.

Sommige gemeenten vragen een bewijsstuk vooraleer de aankomstverklaring te aanvaarden, wat onmogelijk te leveren is indien de betrokkene per rijvoertuig toekwam. Mensen die geen arbeidskaart B krijgen omdat zij hun verblijf niet kunnen regulariseren, kiezen er vaak voor om zwartwerk te leveren.

Bevestigt de minister dat er verschillen bestaan tussen de gemeenten inzake de toekenning van een aankomstverklaring? In Antwerpen is bijvoorbeeld elk district zelf bevoegd, waardoor er verschillende interpretaties zijn.

Werd hierover overlegd met de minister van Werk? Toen ik bij hem het probleem aankaartte, zei hij dat aankomstverklaringen tot de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken behoren.

Binnenkort worden de grenzen voor werknemersverkeer opengesteld. Hoe kunnen problemen met de aankomstverklaring worden opgelost, opdat werknemers uit andere lidstaten die nu nog illegaal werken, hun arbeidskaart B kunnen aanvragen? Het is niet logisch dat de grenzen eerst worden afgeschaft, waarna er alsnog een grensstempel ter controle wordt gevraagd.

06.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De diensten van de minister zijn er niet van op de hoogte dat bepaalde gemeenten de aangifte van de aankomstverklaring niet correct zouden toepassen. Problemen dienaangaande kunnen worden gemeld bij de dienst Vreemdelingenzaken.

De minister had hierover nog geen overleg met de minister voor Werk. Een arbeidskaart B kan worden aangevraagd via de Belgische diplomatieke vertegenwoordiging in het land van herkomst van een werknemer. Een vreemdeling met een arbeidskaart B krijgt doorgaans gemakkelijk een verblijfsvergunning. De minister ziet geen onoverkomelijke problemen voor vreemdelingen die hier een knelpuntberoep willen komen uitoefenen.

06.03 Nahima Lanjri (CD&V): Men kan nu al vaststellen dat de aankomstverklaring door gemeenten verschillend wordt behandeld. Ik zal dat melden aan de dienst Vreemdelingenzaken. De minister zou de gemeenten een rondzendbrief kunnen sturen om te verduidelijken hoe de wet moet worden geïnterpreteerd.

Het is absurd om in een ruimte met open grenzen toch te vragen om aan te tonen dat men per wagen naar het land kwam. Uit mijn contacten blijkt dat dit veelvuldig voorkomt. Ik ben teleurgesteld dat dit nog niet werd besproken met de minister voor Werk.

Ik denk dat de aankomstverklaring moet worden afgeschaft, aangezien een verklaring op eer zou volstaan. De staatssecretaris is daartoe bevoegd.

De **voorzitter**: Blijkbaar heeft mevrouw Turtelboom het antwoord op haar vraag nr. 15162 gewoon opgehaald. Dat is nieuw. De vraag nr. 15062 van mevrouw Genot wordt geschrapt.

06.04 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Ik geef een aanvulling bij het antwoord op vraag nr. 15194 van de heer Claes.

Op basis van een risico-evaluatie kan de burgemeester inschatten of de risico's voldoende worden gedekt door het algemeen nood- en interventieplan. Hij kan een bijzonder nood- en interventieplan opstellen met gebruikmaking van de kennis van het Crisiscentrum. Het project Glimmer werd opgestart voor het inventariseren en evalueren van risico's.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.06 uur.